

étrangers. Il est dans notre intention de faire du Canada un endroit où les gens d'affaires se sentent plus à l'aise.

Nous avons également l'intention d'accroître nos activités commerciales à l'étranger. Le commerce est vital pour le Canada. Les exportations représentent près du tiers de notre revenu national et environ 2 millions de Canadiens travaillent dans des industries qui sont tributaires, directement ou indirectement, des exportations. Et pourtant notre performance commerciale est loin d'être à la hauteur. L'un des objectifs fondamentaux de mon gouvernement est donc de rétablir le Canada aux premiers rangs des nations commerçantes.

Nous savons aussi que nous ne pourrions obtenir et assurer l'accès aux marchés étrangers sans tenir compte des intérêts de nos partenaires commerciaux qui souhaitent avoir un accès équitable au marché canadien. Comme le Canada est le seul grand pays industriel sans libre accès à un marché d'une taille suffisante pour lui permettre des économies d'échelle substantielles, nous comprenons bien cette réalité.

Un consensus semble se dégager à l'échelle internationale en faveur d'une nouvelle série de négociations commerciales multilatérales sous les auspices du GATT. De telles négociations seront l'occasion de réduire les barrières tarifaires et de resserrer la discipline en ce qui a trait à l'utilisation des mesures non tarifaires. À titre de membres du Sommet économique, le Canada et la France devront se pencher sur les préparatifs que nécessitent de telles négociations et examiner les possibilités qu'elles laissent présager.

Ce sont là les priorités globales du nouveau gouvernement du Canada. J'aimerais maintenant les mettre en rapport avec les relations que nous entretenons avec notre plus vieux partenaire commercial, la France.

L'état actuel de nos rapports économiques n'est pas entièrement satisfaisant -- du moins pas si on le met en rapport avec la vigueur de nos économies respectives et l'importance de nos liens historiques et culturels.

Les chiffres de nos échanges commerciaux ne sont pas particulièrement encourageants. Nos échanges bilatéraux devraient s'accroître du tiers en 1984, nul doute par suite de la reprise de nos économies, mais ils resteront en deçà de 2 milliards de dollars canadiens.

Le bilan est plus positif au poste des investissements. La France est en importance notre quatrième source d'investissements étrangers et les avoirs français au Canada se chiffrent à 6 milliards de dollars. La tendance est d'ailleurs à la hausse et à eux seuls les investissements annoncés récemment par Pechiney et Renault/AMC feront passer ce chiffre à 8 milliards de dollars.